Géopolitique : entre les États-Unis et la Chine : comparaison avec Genève, Hong Kong et Dubaï

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Genève : la neutralité à l'épreuve des sanctions

La Suisse a été confrontée au même choix en 2022 et l'a tranché de manière plus nette. Le 28 février 2022, le Conseil fédéral a décidé, lors d'une séance extraordinaire, de reprendre les sanctions de l'Union européenne contre la Russie, qu'une ordonnance du 4 mars 2022 a ensuite précisées.[1] En août 2024, la valeur des avoirs russes gelés en Suisse s'élevait à 7,1 milliards de francs, auxquels s'ajoutaient 1,3 milliard bloqués à titre provisoire. Au 1er avril 2025, les avoirs gelés atteignaient 7,4 milliards de francs.[2] Les négociants en matières premières genevois ont été parmi les plus touchés, une partie du commerce russe se déplaçant vers Dubaï.[3]

La décision suisse découlait de la position de la Suisse en Europe. Son économie, ses banques et son ordre juridique sont étroitement liés à ceux de l'Union européenne, si bien qu'un refus de suivre les sanctions européennes aurait isolé le pays. La position de Singapour est différente. Sa région ne compte aucun bloc comparable à l'Union. Ses principaux voisins, de même que la Chine et l'Inde, n'ont imposé

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

aucune sanction à la Russie. Les mesures de Singapour étaient plus étroites que celles de la Suisse, même si elles allaient plus loin que celles de tout autre État d'Asie du Sud-Est. Dans les deux cas, une tradition de distance à l'égard des grandes puissances a cédé lorsque les règles fondamentales de l'ordre international étaient en jeu.

Hong Kong : la cité au sein d'un camp

Hong Kong, principale rivale de Singapour en tant que place financière, a été touchée plus directement par la rivalité entre les puissances. La loi sur la sécurité nationale adoptée par le Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale est entrée en vigueur le 30 juin 2020, le jour même de son adoption.[4] Les États-Unis ont réagi en mettant fin au traitement particulier de Hong Kong en droit américain et en sanctionnant des responsables. Hong Kong ne s'est pas associée aux sanctions contre la Russie, car elle suit la politique étrangère de la Chine. Pour les clients internationaux, cela signifie qu'un établissement hongkongais ne peut pas offrir la même distance à l'égard de Pékin qu'un établissement singapourien.

Hong Kong conserve des atouts considérables : la proximité de la Chine, la profondeur de ses marchés de capitaux et son rôle de porte d'entrée pour les entreprises chinoises cherchant à se faire coter à l'étranger. Sa position dans la rivalité n'en est pas moins claire. Elle fait partie de la Chine, dont l'intérêt pour la cité tient en partie à son accès aux capitaux internationaux. Singapour est un État indépendant doté de sa propre politique étrangère. Dans un monde divisé, cette différence compte pour les clients qui recherchent une juridiction extérieure aux deux camps. Elle explique aussi une partie des flux de fortunes et de sièges de Hong Kong vers Singapour depuis 2020.

Dubaï : la plaque tournante des non-alignés

Dubaï offre un troisième modèle. Les Émirats arabes unis n'ont pas adopté les sanctions occidentales contre la Russie et accueillent depuis 2022 hommes d'affaires, négociants et capitaux russes. Leurs zones franches financières fonctionnent selon la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

common law et attirent des fortunes venues de Russie, d'Inde, d'Afrique et du Moyen-Orient. Les désignations américaines de négociants et de sociétés établis aux Émirats, décrites au chapitre H.IV, montrent le prix de cette ouverture.

Singapour a choisi une voie plus étroite, qui la maintient ouverte aux clients de tous les pays tout en acceptant des contraintes que Dubaï n'a pas acceptées. Sa décision contre la Russie en 2022 et sa répression des fausses déclarations dans le commerce des puces témoignent d'un attachement à des règles que les banques et régulateurs occidentaux reconnaissent. Dubaï a gagné des affaires que Singapour a refusées. Singapour a préservé une réputation qui garantit son accès à la compensation en dollars, aux banques correspondantes occidentales et aux clients occidentaux. Dans un monde de blocs, cette réputation pourrait se révéler l'atout le plus précieux de Singapour.

En chiffres

Relations diplomatiques avec la Chine : 3 octobre 1990. Accord de libre-échange avec les États-Unis : signé le 6 mai 2003, en vigueur le 1er janvier 2004. Exportations américaines de marchandises vers Singapour en 2025 : 41,6 milliards de dollars US, importations 38,2 milliards de dollars US, excédent sur les marchandises 3,4 milliards de dollars US, excédent sur les services 29,5 milliards de dollars US. Contrôles américains à l'exportation sur les puces avancées : annoncés le 7 octobre 2022. Règle américaine sur les investissements sortants : en vigueur le 2 janvier 2025. Droit de douane américain sur Singapour : 10 % à partir d'avril 2025, droits de douane IEEPA jugés illégaux le 20 février 2026. Mesures de Singapour contre la Russie : annoncées le 28 février 2022, expliquées le 5 mars 2022, quatre banques russes visées. Réserves de la banque centrale russe bloquées à l'étranger en 2022 : environ 300 milliards de dollars US. Strategic Goods (Control) Act : en vigueur depuis le 1er janvier 2003, amende maximale pour un transfert non autorisé de 100 000 S$ ou trois fois la valeur des biens. Part de Singapour dans le chiffre d'affaires de Nvidia pour l'exercice clos en janvier 2025 : environ 18 %, contre environ 1 % de ses puces physiquement livrées à Singapour. Banque de compensation du renminbi à Singapour : ICBC, désignée le 8 février 2013. Sommet de Singapour du 12 juin 2018 : coût de 16,3 millions de S$.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, citant la Confédération suisse et Euronews, 28 février 2022 : « À sa séance extraordinaire du 28 février 2022, le Conseil fédéral a décidé de reprendre les sanctions de l'UE contre la Russie » ; ordonnance du 4 mars 2022 instituant des mesures en lien avec la situation en Ukraine (RS 946.231.11). ↩
2. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie K, citant le SECO, FAQ « Sanctions contre la Russie » : au 13 août 2024, la valeur des avoirs gelés en Suisse au titre des sanctions contre la Russie s'élevait à 7,1 milliards de CHF, plus 1,3 milliard de CHF bloqués à titre provisoire ; *ibid.*, partie H, citant le SECO (admin.ch, 1er avril 2025) : avoirs gelés de 7,4 milliards de CHF au 1er avril 2025. ↩
3. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie K, citant *swissinfo.ch*, 11 août 2025, sur le transfert de personnel du négoce de matières premières de Suisse vers Dubaï. ↩
4. Wikipedia, « 2020 Hong Kong national security law » (consulté en novembre 2026) : adoptée par le Comité permanent de l'APN le 30 juin 2020 et en vigueur le même jour. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.